



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°50 – 24 mars 2013

Le seul avenir que réserve le capitalisme à la jeunesse : chômage en masse, surexploitation, liquidation du droit à l'enseignement...

PROJET DE LOI DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE, « REFONTE » DES AIDES SOCIALES ÉTUDIANTES : LE GOUVERNEMENT HOLLANDE-FIORASO LANCE UNE VIOLENTE OFFENSIVE CONTRE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE

Le projet de loi sur l'université vient d'être adopté par le conseil des ministres et devrait être soumis à l'Assemblée nationale fin mai. Les directions des syndicats étudiants et des personnels connaissent la totalité de ce projet depuis des semaines, mais les premiers intéressés, à savoir les étudiants, en connaissent à peine l'existence. Il en est de même des négociations qui viennent d'être engagées pour « la refonte des aides sociales étudiantes ». Quel est le but de ces « réformes » ? Quel est leur contenu ? Comment agir ? Telles sont les questions abordées ci-dessous.

CRISE DU CAPITALISME

Un système économique en ruine qui entraîne une spirale de régression sociale sans fin

Irlande, Grèce, Portugal, Espagne, Italie, Chypre... et, petit à petit, la France, tous les pays d'Europe s'enfoncent inexorablement dans la crise. Pour sauver le capital financier de la banqueroute, pour « accroître la compétitivité », partout les gouvernements votent loi sur loi pour liquider toute réglementation en matière de droit du travail, de droit à la santé, à l'éducation, à la culture ; ils taillent à la serpe dans les budgets sociaux, rackettent les travailleurs par une multitude de taxes. Pour la population laborieuse et la jeunesse, cela prend l'allure d'une descente aux enfers : les salaires baissent, les usines licencient, ferment, délocalisent, le chômage explose, les hôpitaux ne peuvent plus soigner, l'espérance de vie recule, etc. Dans le même temps, pollution, fraudes massives dans l'agroalimentaire, scandales sanitaires, spéculation : la course incessante au profit attise la cupidité des exploités.

À l'heure où les connaissances et les pouvoirs fabuleux de l'homme, amassés dans tous les domaines de la science et des techniques, pourraient améliorer de façon décisive les conditions d'existence tout en permettant de réduire les heures de travail, le système capitalisme en ruine entraîne la planète dans une spirale de régression sociale sans fin.

Quel avenir pour la jeunesse ?

Quant à la jeunesse, *Le Monde* du 2 mars 2013 fait une terrible description de l'avenir que le capitalisme lui offre (sans bien sûr en donner les causes ni désigner les responsables). « Hier "génération précaire", aujourd'hui "génération perdue"... En Europe, les jeunes de moins de 25 ans, abonnés aux stages et CDD mal payés, sont désormais condamnés à rien du tout. Selon les données d'Eurostat, près d'un jeune actif sur quatre est sans emploi dans l'un des vingt-sept pays de l'Union. En Italie, au Portugal, en Grèce ou en Espagne, le taux de chômage des moins de 25 ans grimpe de 36 % à 57 % ! » La France ne fait pas exception : avec 25,5%, le taux de chômage des jeunes actifs dépasse la moyenne européenne ; il atteint 60 % dans les quartiers pauvres ! Près d'un jeune sur quatre, étudiant ou actif, vit au-dessous du seuil de pauvreté.

L'université, responsable du chômage ?

Pour les capitalistes, leurs gouvernements et les médias complaisants, le responsable de la crise, ce n'est ni l'appropriation privée des moyens de production dans les mains d'une minorité ni la loi du profit, mais les travailleurs et leurs acquis, les « aides sociales » qui augmentent le « coût du travail ». Ils prétendent que pour « sauver » les jeunes du chômage il faut « réformer » l'université qui en est tenue responsable. Il s'agit en réalité d'une mystification pour masquer leurs véritables objectifs : façonner l'université selon les besoins du capital, faire accepter à la jeunesse ses exigences (d'autant plus pressantes en temps de crise), lui faire renoncer à ses aspirations à la culture, au savoir et à l'indépendance, liquider son droit à une qualification pour fournir au patronat une main-d'œuvre exploitable à merci.

Si l'argent public ne manque pas pour les interventions impérialistes en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Libye ou au Mali, les universités, elles, sont au bord de la faillite. Les contre-réformes se sont accumulées semant le désarroi chez les étudiants. Surfant sur cette situation, le gouvernement Hollande-Fioraso prépare une réforme de l'université et des œuvres sociales étudiantes qui s'inscrit dans la lignée de la politique qu'il mène contre les travailleurs et leur famille pour sauver le capitalisme français en pleine décadence, dans la continuité avec celle de Sarkozy.

L'OBJECTIF DU GOUVERNEMENT HOLLANDE FIORASO À L'UNIVERSITÉ : PARACHEVER LES LOIS DE SARKOZY

Sarkozy a promulgué la LRU (Loi de responsabilité des universités) sur la lancée de sa victoire en 2007. Elle visait à jeter les bases d'établissements universitaires qui soient conformes aux besoins du capital : qu'ils puissent « *s'organiser comme ils l'entendent, recruter leurs enseignants comme ils l'entendent, créer les enseignements qu'ils veulent, mettre en place les accords avec les organismes de recherche, avec les grandes écoles, avec les entreprises sans avoir besoin de demander l'autorisation de la tutelle* [ce qui signifie aussi : décider les droits d'inscription comme ils l'entendent ! -NDLR] » (Fillon, le 27 mai 2007). L'une des conséquences de la LRU, qui a transféré aux universités la gestion de la masse salariale dans le cadre du budget global, a été de les mettre en état de quasi-faillite, les conduisant à geler les postes, licencier les CDD, supprimer des filières... La mise en place de la politique d' « *excellence* » avec le Grand emprunt a ouvert les universités au capital financier et fait de la concurrence la norme du fonctionnement de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Dans le même temps, **l'arrêté licence de 2011 a ouvert la voie à la professionnalisation** des formations universitaires accompagnée d'un développement massif des stages. Payés 30% du SMIC à partir du 3^e mois pour 35 h par semaine, hors du code du travail, ils remplacent de plus en plus de vrais emplois. « *800 000 en 2006, 1,2 million en 2008 et ils sont presque 2 millions aujourd'hui. On approche 10 % de la population active !* » (Génération précaires, *Le Monde Campus*, 29 mars 2011).

Mais le résultat reste encore très en deçà des objectifs de la bourgeoisie française : tant bien que mal, les diplômes nationaux subsistent et l'enseignement supérieur public n'est pas privatisé. Autonomie, stages, liens avec les acteurs économiques, filières trop nombreuses : au fil des interventions, le gouvernement et sa ministre de l'ESR (enseignement supérieur et la recherche) se font l'écho des récriminations patronales. « *Il faut être réaliste, la LRU n'a pas réellement donné les moyens aux universités d'exercer cette autonomie. (...) Sur le papier, le président a tous les pouvoirs. Mais en réalité, dès qu'il essaye de faire des choses innovantes, expérimentales ou d'affirmer une politique autonome, il se fait taper sur les doigts par le ministère* » (Fioraso, *Le Monde* du 2 juin). « *Le recours au stage (...) concerne principalement les étudiants en fin de cursus et très peu d'étudiants en premier cycle à l'université (...) Il faut un stimulant pour inciter les universités à développer les stages.* » (Fioraso, *Libération*, 6 mars). « *Le décloisonnement qui est au cœur de ma politique (...) pour faire tomber les barrières entre l'université et son environnement socio-économique.* » (Fioraso, 8 mars, IUT de Reims).

Bref, le gouvernement Hollande-Fioraso adhère totalement à la politique de Sarkozy ; il l'accuse de l'avoir mal appliquée et affiche son aspiration à « *faire mieux* » avec sa nouvelle « *réforme* » de l'université. C'est peu dire qu'il s'inscrit dans la continuité des lois Sarkozy en constituant un véritable plan de privatisation de l'enseignement supérieur.

RÉGIONALISATION ET PRIVATISATION RAMPANTE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Il s'agit de faire émerger une trentaine de grands pôles universitaires, appelés dans le projet de loi « *communauté d'universités et établissements* », destinés à absorber les universités actuelles, les IUT, les STS, les classes prépa, les organismes de recherche (CNRS, INSERM...), intégrant y compris les œuvres sociales (CROUS) et... les établissements privés.

Il n'y aurait plus UN enseignement supérieur national et public, mais DES universités régionales autonomes et concurrentes.

Mainmise du patronat sur l'enseignement supérieur

Entièrement placé sous l'impératif de la « *compétitivité économique* », il planifie une réorganisation en profondeur du fonctionnement universitaire visant à accorder une place stratégique au patronat et aux financeurs privés.

Ainsi, ces grands pôles concentreraient dans leurs mains tous les moyens (finances, personnels, bâtiments...) et donc tous les pouvoirs. Ils seraient liés à la « *région* » par contrat dans le cadre d'un « *schéma stratégique régional* ». En effet, le gouvernement prépare en parallèle le projet de loi dit « *acte III de la décentralisation* » qui donnerait le pouvoir aux « *régions* » d'établir chacune leur carte des formations et des recherches avec « *les milieux socio-économiques* », c'est-à-dire avec le patronat.

Ils seraient dirigés par un Conseil d'administration où les « *personnalités extérieures* », patrons, représentants des collectivités territoriales... seraient présents en force et participeraient à l'élection du président. Le CA serait assisté d'un conseil académique qui servirait au patronat local et aux financeurs privés à intervenir sur tous les aspects de ces pôles : diplômes, contenu et déroulement des formations et des recherches, promotions et recrutement des personnels, immobilier... jusqu'à l'aide sociale aux étudiants.

Désengagement de l'Etat dans le financement des universités et économie d'échelle

Cette loi de régionalisation de l'ESR permettrait à l'Etat de se décharger financièrement sur les *régions* qui sont déjà surendettées. Le patronat deviendrait un acteur central et indispensable, et pourrait façonner l'université selon ses attentes.

A la clé : suppression massive de formations et de pans entiers de recherches dites non rentables, hausse des droits d'inscription, mutualisation pour supprimer des postes, recours encore plus systématique aux précaires et même aux « *petits boulots* » étudiants pour faire fonctionner l'université.

Ainsi, l'enseignement numérique deviendrait une mission dans le but avoué de supprimer les cours avec des profs avec, en parallèle, le développement du tutorat assuré par des étudiants en masters ou par des doctorants. Dans le même temps, cela ouvrirait la porte au marché très lucratif de la numérisation des enseignements.

Professionalisation et fin des diplômes nationaux

Les nouveaux diplômes ne seraient plus habilités nationalement mais définis localement, directement par les établissements accrédités, « *en lien entre les équipes pédagogiques et les représentants des professions* ».

L'individualisation des parcours de formations serait encore accentuée et, au nom de l'« *insertion professionnelle* », les stages et l'alternance prendraient le pas sur l'enseignement des disciplines dans la préparation de ces « *diplômes* ». En vertu du pouvoir sur la pédagogie que leur alloue la nouvelle loi, les patrons pourraient se tailler sur mesure un vivier de main-d'œuvre bon marché, déniaient aux étudiants le droit de jouir des conquêtes ouvrières arrachées de hautes luttes. Le patronat et le gouvernement à sa solde instrumentalisent ainsi la jeunesse pour faire baisser la valeur de la force de travail en brisant les acquis de l'ensemble des travailleurs.

Tout cela aboutirait à la disparition de la valeur des diplômes : ces derniers ne seraient plus que le reflet des besoins du patronat à un instant et à un endroit donnés. Mittal, Sofi-Aventis, Hewlett Packard, Virgin... les patrons ferment des activités, voire les usines, délocalisent selon la loi d'airain du profit. Que vaudraient de tels diplômes dans ce contexte ? Les travailleurs qui perdront leur emploi n'auront d'autre choix que de recommencer « *une formation* » avec son cortège de stages payés au lance-pierre. C'est la « *flexisécurité* » du travail chère au MEDEF.

En faisant disparaître la mission de « *formation initiale* » au profit de la « *formation toute la vie* », le projet de loi supprime la mission principale de l'université qui est de délivrer aux étudiants des diplômes reconnus dans les conventions collectives. Tous les titres et diplômes sont menacés, même les concours qui mènent au diplôme d'ingénieur avec l'intégration de la classe prépa dans « *les communautés d'université* ». Ce projet ouvre la voie au MEDEF pour redéfinir selon son bon vouloir toutes les conventions collectives, notamment en matière de grille de rémunérations.

Liquidation des œuvres universitaires et menace sur la demi-part fiscale accordée aux parents des étudiants

L'intégration des CROUS dans les « *communautés d'universités* » annonce la fin des œuvres sociales. Elles n'auront plus de budget spécifique car celui-ci sera intégré dans celui de ces pôles universitaires. Tous les prétextes seront bons pour piller les fonds qui devraient leur revenir, et ce d'autant plus facilement que la notion de « *social* » est élastique. Le tutorat et les emplois des étudiants pour l'université sont ainsi présentés comme des « *aides* » pour le financement des études, au même titre qu'une allocation d'étude !

Le danger est d'autant plus grand que l'objectif est de faire des CROUS des « *guichets uniques* » pour la distribution de toute forme d'aides directes et indirectes aux étudiants : les différents types de bourses, de logements, résidences universitaires publiques aussi bien que le parc locatif privé, etc.

Le gouvernement a le projet de « *refondre* » l'aide sociale étudiante en supprimant la demi-part fiscale accordée à leurs parents pour soi-disant mettre en place une allocation d'études sous conditions qui remplaceraient les bourses étudiantes actuelles. Fin février, il a ouvert des négociations avec les organisations étudiantes dans cet objectif.

Mais ces négociations à peine engagées, Cahuzac, l'ex-ministre du Budget, dévoile un nouveau plan d'économie de l'Etat. Dans son plan, serait prévu le plafonnement de la demi-part fiscale, voire sa suppression sous prétexte d'une hypothétique « *allocation d'autonomie* » repoussée aux calendes grecques ! Les dirigeants de l'UNEF, le syndicat étudiant, qui participent aux négociations crient à la trahison ; mais sont-ils vraiment aussi naïfs pour croire que dans ce contexte de restrictions budgétaires généralisées il pourrait en être autrement ?

POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI FIORASO, NON À LA LIQUIDATION DES ŒUVRES SOCIALES ÉTUDIANTES

L'université est malade de toutes les contre-réformes qu'elle a subies depuis des années et particulièrement sous Sarkozy. Elle est étranglée par l'asphyxie financière et ce nouveau projet de loi va lui porter l'estocade. La remise en cause des aides sociales va exclure toute une frange de la jeunesse de l'accès aux études. Chômage, déqualification, surexploitation : voilà ce que Hollande et Fioraso promettent à la jeunesse avec leurs réformes. Est-ce acceptable ?

L'exigence qui découle est la suivante : retrait pur et simple du projet de loi Fioraso, non à la liquidation des œuvres sociales étudiantes ! Voilà ce sur quoi les organisations syndicales étudiantes devraient se prononcer et engager la mobilisation des étudiants. Aussi petite soit-elle, l'UNEF reste, de par sa place historique, l'organisation syndicale décisive.

Il faut rappeler comment en 2006 le gouvernement Chirac-Villepin a été défait sur le CPE. Les dirigeants de l'UNEF avaient pris position pour son retrait, entraînant celle des confédérations ouvrières. C'est ce qui avait permis la puissante mobilisation de la jeunesse entraînant le prolétariat, et avait conduit à la défaite du gouvernement.

Mais les dirigeants de l'UNEF soutiennent la ministre. Ils connaissent et négocient tous ces projets depuis des semaines en se gardant bien d'en informer les étudiants. Ils clament à longueur de communiqués leur soutien aux réformes en cours parce qu'elles correspondent à leurs revendications. Pas de surprise, ses anciens dirigeants, comme Bruno Julliard, sont maintenant dans les ministères !

COMMENT COMBATTRE ?

Il y a donc une contradiction totale entre la politique des dirigeants de l'UNEF et le rôle de défense des étudiants qui est celui du syndicat qu'ils dirigent.

Pour ouvrir la voie du combat contre le gouvernement pour le vaincre, il faut donc imposer à la direction de l'UNEF qu'elle cesse son soutien aux réformes du gouvernement et exige le retrait pur et simple du projet de loi Fioraso !

Il faut lui imposer d'arrêter tout soutien à la liquidation des œuvres universitaires et rompre toutes les discussions portant sur la « refonte » de l'aide sociale aux étudiants.

Ce projet est une violente attaque contre les étudiants mais aussi les personnels, enseignants, chercheurs, techniciens, administratifs. La responsabilité de l'UNEF est de s'adresser à l'ensemble des directions syndicales de l'Enseignement supérieur et de la recherche pour que se réalise le front unique et pour dresser la force de l'ensemble des personnels et des étudiants contre ce projet à même de faire reculer le gouvernement.

QUELLE ISSUE POUR LA JEUNESSE ÉTUDIANTE ?

Depuis 2008, la crise du mode de production capitaliste a connu de nouveaux développements qui impliquent, du point de vue du capital, que soit engagée une offensive sans précédent depuis des décennies contre les travailleurs et la jeunesse. Ces nouveaux développements s'inscrivent dans l'époque qui s'est ouverte depuis le début du XX^e siècle, avec le passage du capitalisme à son stade impérialiste, « l'époque des guerres des guerres et des révolutions » selon Lénine. Cette crise a révélé, une fois de plus, le pourrissement insoutenable d'une économie orientée par la recherche du profit, criblée de dettes, dont le seul horizon est la fuite incessante dans l'endettement, la spéculation et le militarisme. Réformes sur réformes, tout est fait pour sauver le capitalisme de la ruine. Ce n'est que cautère sur jambe de bois : la crise continue, la dégradation des conditions de vie poursuit son chemin au galop.

Mais il n'y a pas de fatalité. La crise du capitalisme rend inéluctables les plus grands affrontements de classes, en France comme partout ailleurs. La jeunesse ne se laissera pas brimer et frapper indéfiniment : avec son esprit d'offensive, elle sera, en particulier la jeunesse étudiante, aux avant-postes de ces combats, comme elle a commencé à le faire en Tunisie, au Québec, au Chili, en Grèce, en Espagne...

Alors qu'en Espagne le gouvernement Rajoy veut doubler le prix des droits d'inscription universitaires à la rentrée prochaine pour combler le puits sans fond des banques en faillite, alors qu'aux Etats-Unis les « coupes automatiques » avalisées par Obama vont conduire à la diminution massive des cours, à la mise au chômage partiel ou total de milliers d'enseignants, **la défense du droit aux études, de la culture et de la civilisation, le droit à un avenir digne de ce nom pour la jeunesse exigent d'en finir avec le système capitaliste.** Cela suppose que la production dans son ensemble soit orientée en fonction des besoins des masses et non en fonction du profit de la classe dominante. Cela n'est possible que si les moyens de production et d'échange deviennent propriété collective des producteurs. Cela n'est possible que si les grands trusts capitalistes et les grandes banques sont expropriés.

En France, il y a moins d'un an, les jeunes ont contribué avec les travailleurs à ce que Sarkozy et l'ancienne majorité UMP soient balayés aux élections. Mais à l'encontre de ce vote, s'est constitué un gouvernement d'alliance du PS avec les radicaux et Europe Ecologie les Verts. Non seulement ce gouvernement n'a pas rompu avec la politique de Sarkozy-Fillon, mais il la continue et l'aggrave (destruction du code du travail, liquidation des retraites, etc.).

Alors, il faudra imposer à cette majorité de députés PS à l'Assemblée de cesser de voter – avec le soutien de ceux du PCF à l'occasion - toutes les mesures prises contre les travailleurs et la jeunesse par ce gouvernement. Il faudra lui imposer de constituer un gouvernement responsable devant elle seule dont travailleurs et jeunes exigeront la satisfaction de leurs revendications.

Mais aucune illusion ne doit être entretenue. Le PS, le PCF, profondément inféodés à la société bourgeoise, ne peuvent être mis au service d'une politique révolutionnaire. Il faut pour cela un véritable gouvernement révolutionnaire.

Comme l'ensemble du prolétariat, la jeunesse est confrontée à un obstacle majeur : les partis issus du mouvement ouvrier, Le PS et le PCF en France, les directions des centrales syndicales ouvrières, sont organiquement liés à l'ordre bourgeois. Ils s'engagent toujours plus, dans l'élaboration et la prise en charge des « réformes » qui procèdent des besoins et des exigences du capital.

Pour combattre sur cet objectif, la jeunesse aujourd'hui est cruellement privée d'organisation. Se pose pour elle la nécessité de construire une véritable organisation révolutionnaire de la jeunesse. Et ce combat ne peut être mené qu'en relation avec celui de tout le prolétariat pour construire en France un parti ouvrier révolutionnaire, partie prenante de celui pour l'internationale ouvrière révolutionnaire.

C'est le combat des militants qui diffusent « Combattre pour le socialisme ». Prenez contact avec eux, discutons-en !

Prenez contact : AEPS – 1 bis, rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : <http://socialisme.free.fr> _ e-mail : socialisme@free.fr

Supplément à « Combattre pour le socialisme » n° 50 – Directeur de publication : Roland Michel – Imprimerie spéciale.